|  |  |
| --- | --- |
| **Conseil 2018Genève, 17-27 avril 2018** | **logo_F_** |
|  |  |
|  |  |
| **Point de l'ordre du jour: ADM 6** | **Document C18/60-F** |
| **8 mars 2018** |
| **Original: anglais** |
| Rapport du Secrétaire général |
| AMÉLIORATION DE LA GESTION ET DU SUIVI DE LA CONTRIBUTION DES MEMBRES DE SECTEUR, DES ASSOCIéS ET DES éTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES AUX DéPENSES DE L'UIT |

|  |
| --- |
| RésuméPar sa [Résolution 152 (Rév. Busan, 2014)](http://www.itu.int/pub/S-CONF-ACTF-2014), la Conférence de plénipotentiaires a chargé le Secrétaire général, en concertation avec les Directeurs des Bureaux, de faire rapport au Conseil sur la gestion et le suivi de la contribution des Membres de Secteur et des Associés aux dépenses de l'UIT, en soulignant les éventuelles difficultés et en proposant des améliorations.A la session de 2011 du Conseil, le Secrétaire général a souhaité disposer d'une plus grande flexibilité dans la mise en oeuvre de la Résolution 152 (Rév. Guadalajara, 2010) concernant la disposition relative à la radiation automatique, afin de réduire le nombre d'entités exclues pour retard de paiement de droits.Comme elle y était invitée, la Conférence de plénipotentiaires tenue à Busan en 2014 a modifié la Résolution 152 et a accordé au Secrétaire général une certaine flexibilité, en vue de garder les Membres actuels et de faciliter le recouvrement des dettes antérieures.Suite à donnerLe Conseil est invité à **prendre note** du rapport du Secrétaire général sur l'amélioration de la gestion et du suivi de la contribution des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires aux dépenses de l'UIT et à **approuver** les recommandations figurant au § 4.\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_Références[Numéros[*241*](http://www.itu.int/council/Basic-Texts/convention-f.docx#cv241) *et 241C*](http://www.itu.int/council/Basic-Texts/convention-f.docx#cv241c) *de l'article 19* de la Convention; [*Résolution 152 (Rév. Busan, 2014)*](http://www.itu.int/pub/S-CONF-ACTF-2014) *de la Conférence de plénipotentiaires*; *Documents C93/49, C95/87, C95/112,* [*C01/34*](http://www.itu.int/itudoc/gs/council/c01/docs/034.html)*,* [*C06/25*](http://www.itu.int/md/S06-CL-C-0025/en)*,* [*C07/5(Rév.1)*](http://www.itu.int/md/S07-CL-C-0005/en)*,* [*C08/14*](http://www.itu.int/md/S08-CL-C-0014/en)*,* [*C09/5(Rév.1)*](http://www.itu.int/md/S09-CL-C-0005/en)*,* [*C10/33*](http://www.itu.int/md/S10-CL-C-0033/fr)*,* [*C10/96*](http://www.itu.int/md/S10-CL-C-0096/fr)*,* [*C11/21*](http://www.itu.int/md/S11-CL-C-0021/fr)*,* [*C12/5*](http://www.itu.int/md/S12-CL-C-0005/fr)*,* [*C12/10*](http://www.itu.int/md/S12-CL-C-0010/fr)*,* [*C13/14*](http://www.itu.int/md/S13-CL-C-0014/fr)*,* [*C14/14*](http://www.itu.int/md/S14-CL-C-0014/en), [*C15/14*](http://www.itu.int/md/S15-CL-C-0014/en), [*C16/14*](http://www.itu.int/md/S16-CL-C-0014/fr)*,* [*C17/14*](http://www.itu.int/md/S17-CL-C-0014/en) |

# 1 Résumé

1.1 En vertu de la Résolution 152 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires, le Secrétaire général est chargé, en concertation avec les Directeurs des Bureaux, de faire rapport au Conseil en ce qui concerne la gestion et le suivi de la contribution des Membres de Secteur et des Associés aux dépenses de l'UIT, en soulignant les éventuelles difficultés et en proposant des améliorations.

1.2 La Résolution 152 a été adoptée initialement en 2006 à Antalya, puis modifiée en 2010 à Guadalajara, principalement en ce qui concerne le délai fixé pour la suspension et l'exclusion de Membres de Secteur et d'Associés dans le cas de paiements en retard, comme suit:

– le délai courant avant toute suspension a été étendu pour passer de 90 à 180 jours; et

– le délai courant avant toute exclusion a été ramené de 180 à 90 jours.

1.3 L'entrée en vigueur de la Résolution 152 a eu des retombées positives, mais a également fait naître un certain nombre de difficultés, en particulier: perte systématique de Membres de Secteur et d'Associés; difficultés rencontrées pour le recouvrement des dettes des Membres de Secteur et Associés exclus, dans la mesure où il n'y a pas d'incitations à rembourser les montants dus ou d'autres mécanismes de négociation une fois l'exclusion prononcée; enfin, manque de flexibilité pour négocier les dettes des Membres de Secteur et des Associés en cas de fusion ou d'acquisition (Membres de Secteur et Associés nouveaux ou existants ayant acquis un ex-Membre de Secteur ou un ex-Associé de l'UIT qui avait une dette).

1.4 Face aux problèmes susmentionnés, et en vue de réduire le nombre d'exclusions, le Secrétaire général a demandé à disposer d'une plus grande flexibilité dans la mise en oeuvre de la Résolution 152; à sa session de 2011, le Conseil lui a accordé cette flexibilité et cette décision a été renouvelée les années suivantes. Plus récemment, la Conférence de plénipotentiaires (Busan, 2014) a révisé la Résolution 152, afin d'accorder au Secrétaire général une flexibilité permanente concernant la disposition relative à la radiation automatique de Membres de Secteur et d'Associés et concernant la négociation des conditions de paiement des dettes de ces entités, afin de faciliter le recouvrement des dettes antérieures , de garder les Membres de Secteur et Associés actuels et d'attirer de nouveaux membres.

# 2 Rappel: Résultats obtenus dans l'application de la Résolution 152

2.1 L'adoption de la Résolution 152 a eu des conséquences positives sur le paiement des contributions, qui se sont traduites par un meilleur taux de recouvrement de celles-ci et, de ce fait, une diminution de la dette des Membres de Secteur et des Associés. Les deux tableaux suivants montrent l'évolution du taux de recouvrement des contributions ainsi que l'évolution de la dette courante (contributions dues pour l'année en cours) et des arriérés (contributions impayées cumulatives pour les années précédentes) des Membres de Secteur et des Associés. Le Tableau 1 indique, à partir de l'année 2011, les taux de recouvrement correspondant à la nouvelle catégorie de membres "établissements universitaires" (établissements universitaires, universités et instituts de recherche associés) créée aux termes de la Résolution 169 (Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires.

Tableau 1

Evolution du taux de recouvrement des contributions des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires (pourcentage des montants reçus
par rapport aux montants facturés)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Membres | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
| Membres de Secteur | 96% | 96% | 97% | 99% | 98% | 98% | 98% | 98% | 98% | 97% |
| Associés | 86% | 88% | 91% | 93% | 94% | 93% | 93% | 93% | 93% | 96% |
| Etablissements universitaires |  |  |  | 80% | 86% | 92% | 95% | 93% | 96% | 94% |

Tableau 2

Evolution de la dette courante et des arriérés des Membres de Secteur, des Associés
et des établissements universitaires (en milliers de CHF)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Dette | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
| Dette courante (contributions) | 919 | 1 416 | 677 | 374 | 469 | 470 | 487 | 441 | 515 | 542 |
| Arriérés (contributions) | 18 284 | 18 580 | 19 679 | 19 149 | 17 758 | 16 484 | 16 729 | 16 300 | 15 367 | 13 938 |

2.2 Le Tableau 2 montre que, sur les dix dernières années, de 2008 à 2017, la dette courante des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires a sensiblement diminué (de 41%), étant ramenée de 0,9 million CHF à 0,5 million CHF. Les arriérés ont enregistré une baisse encourageante de 24%, leur total ayant été ramené de 18,3 millions CHF en 2008 à 13,9 millions CHF en 2017.

2.3 La flexibilité accordée au Secrétaire général depuis la session de 2011 du Conseil a permis au Secrétariat de recouvrer certains arriérés qu'il aurait autrement été difficile de récupérer, grâce à la négociation d'accords de remboursement avec des entités qui ont racheté d'anciens Membres de Secteur ou Associés de l'UIT endettés et ont souhaité devenir membres de l'UIT. En 2017, aucun accord de remboursement n'a été négocié avec des Membres ayant racheté d'anciens Membres endettés à l'égard de l'UIT. Cependant, ces résultats laissent espérer que, grâce à la flexibilité accordée au titre de la Résolution 152 (Rév. Busan, 2014) pour ce qui est de la négociation des conditions de paiement des dettes de Membres de Secteur et d'Associés, les chances de recouvrer certains arriérés continueront d'augmenter.

# 3 Suspension/radiation de Membres de Secteur de l'UIT, d'Associés et d'établissements universitaires

3.1 Depuis l'adoption de la Résolution 152 et, en particulier, depuis qu'une certaine flexibilité a été accordée au Secrétaire général (session de 2011 du Conseil), une procédure de rappels personnalisés pour les Membres de Secteur, les Associés et les établissements universitaires en retard de paiement a été mise en place, conjuguée à un suivi proactif et coordonné associant le Secrétariat général, les Bureaux des Secteurs et les Bureaux régionaux. Les administrations sont informées de ce processus et, dans certains cas, jouent un rôle actif et très fructueux en aidant le Secrétariat à recouvrer les dettes et à réadmettre les membres dont la participation avait été suspendue. Le Secrétariat est reconnaissant de cet appui apporté.

3.2 La procédure mise en place (pour plus de détails, voir les paragraphes 3.1 et 3.2 du Document C13/14 disponible sur [http://www.itu.int/md/S13-CL-C-0014/](http://www.itu.int/md/S13-CL-C-0014/en)en) a donné de bons résultats, puisqu'elle a permis une baisse du nombre de suspensions et du nombre d'exclusions définitives. Ainsi, sur les 142 entités encourant le risque d'une suspension en mai 2017, 51 ont été suspendues en octobre 2017. Ce nombre est ensuite descendu à 27 entités (au 28 février 2018) dont la participation est "gelée" depuis janvier 2018. Le statut d'entité dont la participation est "gelée" permet aux entités concernées de disposer de temps supplémentaire pour régler leur situation financière au lieu d'être automatiquement exclues. Plus aucune facture ne leur est envoyée, leur participation reste suspendue, mais elles continuent de figurer sur la liste des Membres de Secteur/Associés/établissements universitaires, selon le cas. La liste des entités dont la participation est "gelée" depuis janvier 2018 figure dans l'Annexe 1.

3.3 Des efforts considérables ont été déployés pour que des entités dont la participation était "gelée" et qui risquaient d'être exclues reprennent leur participation. Ainsi, sur 29 entités qui auraient été exclues en application de la Résolution 152 (Rév. Busan, 2014) en janvier 2017, le Secrétariat a réussi à en convaincre huit de s'acquitter de leurs contributions, ce qui a permis la réactivation de leur participation en tant que membre, tandis que quatre autres entités ont réglé leur situation financière et que sept entités ont fait l'objet d'une dénonciation officielle.

3.4 Bien que l'octroi d'un délai supplémentaire ait permis à certaines entités de conserver leur qualité de membre, lorsqu'il devient évident que certaines entités suspendues de longue date ne seront pas réadmises et ne régleront pas leurs arriérés, il convient de les exclure. L'expérience a montré que les entités qui souhaitent continuer de participer aux travaux des Secteurs régularisent habituellement leur situation rapidement. En d'autres termes, plus longue est la période de suspension, moins les entités sont susceptibles de participer à nouveau aux travaux et de régler leurs dettes. Le Secrétaire général a approuvé l'exclusion de 12 entités dont la participation était "gelée" depuis janvier 2017, avec effet au 30 avril 2018. La liste de ces entités figure dans l'Annexe 2.

# 4 Recommandations

4.1 Il convient de poursuivre la collaboration étroite entre le Secrétariat, les Bureaux et les bureaux régionaux, afin d'assurer le suivi du paiement des droits par les Membres de Secteur, les Associés et les établissements universitaires. Il est nécessaire de prendre des mesures coordonnées pour garder les entités suspendues, afin qu'elles recouvrent leurs arriérés et participent de nouveau aux travaux des Secteurs.

4.2 Même si l'expérience a montré que la flexibilité offerte a été utile, en ce qu'elle a permis de laisser davantage de temps pour retenir certaines entités à l'UIT, il est recommandé que le Secrétaire général continue d'exclure les entités suspendues de longue date, car il est peu probable qu'elles soient réadmises et remboursent leurs dettes.

4.3 Nonobstant ce qui précède, le Secrétariat de l'UIT demande aux Administrations qui, en vertu de l'Article 19 de la Convention, approuvent la participation des Membres de Secteur ,des Associés et des établissements universitaires, de continuer à lui fournir un appui continu en ce qui concerne le suivi des entités en retard dans le paiement de leurs contributions.

**Annexes**: 2

ANNEXE 1

MEMBRES SUSPENDUS À PARTIR DU 1er OCTOBRE 2017 – PARTICIPATION "GELÉE"
DEPUIS LE 1er JANVIER 2018

*Contributions dues pour 2017 – Etat au 28 février 2018*

| Pays | Membres de Secteurs, Associés et établissements universitaires | Période/Secteur |
| --- | --- | --- |
| BAHREÏN | University College of Bahrain | 2017/Etablissements universitaires |
| BOSNIE-HERZÉGOVINE | M:tel | 2017/UIT-D |
|   | M:tel | 2017/Associés UIT-T |
| COSTA RICA | Universidad de Costa Rica | 2017/Etablissements universitaires |
| EGYPTE | National Telecommunication Institut (NTI) | 2017/UIT-D |
| GAMBIE | Africell Ltd. | 2017/UIT-D |
| HONGRIE | Budapest University of Technology and Economics | 2017/Etablissements universitaires  |
|  | Tel2tel Kft. | 2017/Associés UIT-T |
| INDE | Amity Institute of Telecom Engineer & Management, Amity University | 2017/Etablissements universitaires  |
| KOWEÏT | Zain Kuwait | 2017/UIT-R |
|  | Zain Kuwait | 2017/UIT-T |
| MEXIQUE | Instituto Politécnico Nacional (IPN) | 2017/Etablissements universitaires  |
| PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE | Awal Telecommunications Corp. Ltd. | 2017/UIT-D |
| PHILIPPINES | Globe Telecom | 2017/UIT-T |
| QATAR | Qatar National Broadband Network - Qnbn | 2017/UIT-T |
| ARABIE SAOUDITE | Integrated Telecom Company | 2017/UIT-D |
| SÉNÉGAL | Expresso Telecom | 2017/UIT-D |
| SOMALIE | Hormuud Telecom Somalia | 2017/UIT-T |
| RÉPUBLIQUE SUDAFRICAINE | Mobile Telephone Networks (Pty) Ltd (MTN) | 2017/UIT-D |
| ESPAGNE | Aggaros S.L. | 2017/Associés UIT-D |
| TOGO | TOGO TELECOM | 2017/UIT-D |
|  | TOGO TELECOM | 2017/UIT-T |
| TUNISIE | TELNET TECHNOCENTRE | 2017/Associés UIT-T |
| UKRAINE | Ukrainian Number and Address Operation Center Consortium (UNAOC) | 2017/Associés UIT-D |
| EMIRATS ARABES UNIS | Higher Colleges of Technology | 2017/Etablissements universitaires |
| ROYAUME-UNI | IOSAT Limited | 2017/UIT-R |
| ETATS-UNIS | Applied Micro Circuits Corporation | 2017/UIT-T |
|  | George Mason University | 2017/Etablissements universitaires |
|  | Ixia | 2017/Associés UIT-T |
|  | Navajo Nation Telecommunication Regulatory Commission | 2017/UIT-D |
|  | **27 Membres** |   |

ANNEXE 2

MEMBRES EXCLUS AVEC EFFET AU 30 AVRIL 2018

*Participation "gelée" depuis janvier 2017 – Contributions dues pour 2016*

*Etat au 28 février 2018*

| Pays | Membres de Secteur, Associés ou établissements universitaires | Période/Secteur |
| --- | --- | --- |
| AZERBAÏDJAN | Université technique d'Azerbaïdjan | 2016/Etablissements universitaires |
| INDE | Bharat Broadband Network Limited | 2016/UIT-D |
| JORDANIE | Jordan Mobile Telecommunications Services – Zain Jordan | 2016/UIT-D |
| RWANDA | Université du Rwanda, Collège de science et de technologie | 2016/Etablissements universitaires |
| SOUDAN | Pulse Company Ltd. | 2016/UIT-T |
| SUÈDE | GlobeTouch AB | 2016/Associés UIT-T |
| SUISSE (ORG. INT.) | ACN Advanced Communications Network | 2016/Associés UIT-T |
| TURQUIE | TTNET | 2016/UIT-D |
| EMIRATS ARABES UNIS | Teralight, FZ LLC | 2016/UIT-D |
| ROYAUME-UNI | Malden Electronics | 2016/Associés UIT-T |
|  | Semtech Limited | 2016/Associés UIT-T |
| ETATS-UNIS | Ikanos Communications | 2016/UIT-T |
|   | **12 Membres** |   |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_